

L. Trotsky

Œuvres

Avril 1935

Du plan de la C.G.T. à la conquête du pouvoir

5 avril 1935

Ce texte n'a jamais paru sous la signature de son véritable auteur. Il s'agit en effet de l'intervention faite au comité confédéral national de la C.G.T. des 18-19 mars 1935 par le délégué de l'union départementale des syndicats confédérés de l'Isère, Alexis Bardin. Ce dernier - membre du Groupe Bolchévik-Léniniste, plus tard du Parti Ouvrier internationaliste -, avait mandat de son U.D. pour intervenir au C. C. N. C'est Trotsky, à cette époque en résidence à Domène, près de Grenoble, qui rédigea intégralement l'intervention de son jeune camarade.

Ce texte présente donc un double intérêt : d'abord, il traite d'un problème important à cette date en des termes qui demeurent largement d'actualité aujourd'hui. Ensuite il offre un intérêt pédagogique : par cet exercice de style, Trotsky, dont on sait qu'il était par ailleurs capable d'écrire de terribles pamphlets comme de flamboyantes proclamations, montre comment, selon lui, un militant révolutionnaire - Bardin l'était et ne s'en cachait pas - doit s'adresser à un auditoire de responsables réformistes et, sans renoncer à ses idées quant au fond, chercher le ton juste capable de le faire écouter et de l'aider à convaincre. Ce texte a paru dans la Vérité, n° 233, du 5 avril 1935, et en brochure (La Brèche syndicale, 1935).

Camarades,

La C.G.T. se donne pour but l'« intensification de la propagande » en faveur du Plan¹. Nous ne pouvons que nous en féliciter. Le meilleur Plan n'est qu'un chiffon de papier s'il n'a pas de masses militantes derrière lui. Il est à regretter que dans l'année écoulée depuis l'adoption du Plan, on ait fait si peu pour le présenter aux masses et pour gagner celles-ci.

Les notes « à l'usage des propagandistes » que nous avons reçues de la C.G.T. depuis des mois insistent sur la nécessité d'un « vigoureux effort de propagande orale poursuivi jusque dans les petits centres ». Je suis sûr que les unions départementales pourraient mobiliser des cadres suffisants de propagandistes dévoués mais, pour que leurs efforts soient vraiment vigoureux et surtout efficaces, il faut qu'elles-mêmes voient clair dans la question. Je dois cependant avouer que les discussions sur le Plan, même dans des cercles assez restreints, révèlent une certaine confusion. Peut-être ne sommes-nous pas suffisamment renseignés, nous autres, gens de province. Alors, le centre doit nous aider. Je veux, pour ma part, profiter de la session du C.C.N. pour poser des questions, exposer quelques doutes, indiquer quelques lacunes et exiger quelques éclaircissements supplémentaires.

Dans cette salle, il y a beaucoup de camarades qui sont trop expérimentés dans la conduite des masses - beaucoup plus encore que moi - pour que je doive insister sur l'idée suivant laquelle la propagande ne peut porter que lorsqu'elle est claire et concrète ; c'est pourquoi nous, propagandistes, nous vous demanderons un peu plus de clarté et un peu plus de précision sur le Plan.

Le but du Plan.

Dans les différents exposés de la C.G.T., nous lisons souvent qu'il s'agit de rénovation de l'économie nationale, parfois opposée à la « réorganisation économique et sociale », mais parfois aussi identifiée à celle-ci.

Camarades, il est bien difficile de dire aux ouvriers, aux paysans : « Nous voulons la rénovation de l'économie nationale », alors que tout le monde se sert maintenant de la même expression : les jeunesses patriotes, les démocrates populaires, le Front paysan², parfois même les radicaux, mais surtout M. Flandin, proclament et promettent tous la rénovation et même la réorganisation de l'économie nationale. Il faut que notre Plan se distingue de ceux de l'ennemi de classe par la définition précise de son but. Toutes les rénovations et réorganisations dont je viens de parler veulent rester sur la base capitaliste, c'est-à-dire sauvegarder la propriété privée des moyens de production. Et le plan de la C.G.T. ? S'agit-il de rénover l'économie capitaliste ou de la remplacer par une autre ? J'avoue ne pas avoir trouvé une réponse exacte à cette question. Parfois nous lisons dans les mêmes exposés qu'il s'agit non pas d'une transformation du régime actuel, mais seulement de mesures d'urgence pour pallier la crise. Cependant, nous trouvons aussi cette affirmation que les mesures d'urgence doivent ouvrir la voie à des transformations plus profondes.

Peut-être que tout cela est juste, mais on ne trouve jamais la définition exacte du régime auquel on veut aboutir. De quel ordre doivent être les transformations dites profondes ? S'agit-il seulement - je ne parle qu'hypothétiquement - de transformer une partie du capitalisme privé en capitalisme d'État ? Ou bien voulons-nous remplacer le capitalisme tout entier par un autre régime social ? Lequel ? Quel est notre but final ? C'est étonnant, camarades, mais tous les exposés et même les « notes à l'usage des propagandistes » n'en disent absolument rien. Voulons-nous remplacer le capitalisme par le socialisme, par le communisme ou par l'anarchie proudhonienne ? Ou bien voulons-nous tout simplement rajeunir le capitalisme en le réformant et en le modernisant ? Quand je veux me déplacer pour une ou deux stations seulement, je dois savoir où va le train. Même pour des mesures d'urgence, nous avons besoin d'une orientation générale. Quel est l'idéal social de la C.G.T. ? Est-ce le socialisme ? Oui ou non ? Il faut qu'on nous le dise, sinon, comme propagandistes, nous restons tout à fait désarmés devant la masse.

¹ C'est en 1933 que le socialiste belge Henri de Man avait fait adopter les thèses sur la planification au congrès du parti ouvrier belge. Les idées « planistes » furent répandues en France par le groupe « Révolution constructive », dont Georges Lefranc était l'un des animateurs. Le bureau d'études créé sur proposition de **Jouhaux** près du C.C.N. de la C.G.T. en mai 1934, élaborait un « plan de travail », qui fut adopté en octobre 1934 par le C.C.N.

² Pierre Taittinger, chef de file des J.P., et Henry Dorgères, leader du Front paysan, étaient deux des plus connus parmi les dirigeants des « ligues ». Les démocrates populaires étaient les ancêtres du M.R.P.

L'anarchie du socialisme.

Les difficultés ne font que s'aggraver par le fait que nous ne connaissons la doctrine de la C.G.T. et son programme que partiellement et que les « notes à l'usage des propagandistes » ne nous indiquent pas la littérature qui pourrait nous renseigner. La seule autorité doctrinale citée par les exposés de la C.G.T., c'est Proudhon, le théoricien de l'anarchie. C'est lui qui a dit que l'« atelier doit remplacer le gouvernement ». Aspirons-nous, nous aussi, à l'anarchie ? Voulons-nous remplacer l'anarchie capitaliste par l'anarchie toute pure ? Il semble que non, puisque le Plan parle de nationalisation des industries-clés. Nationalisation signifie pratiquement étatisation. Or, si nous avons recours à l'État pour centraliser et diriger l'économie, comment pouvons-nous invoquer Proudhon qui réclamait de l'État une seule chose : qu'il lui fiche la paix ! Et vraiment l'industrie moderne, les trusts, les cartels, les consortiums, les banques, tout cela dépasse totalement la vision proudhonienne des échanges équitables entre des producteurs indépendants. Pourquoi donc invoquer Proudhon ? Cela ne peut qu'aggraver le désarroi.

Au capitalisme actuel, qui se survit depuis longtemps, nous ne pouvons opposer que le socialisme. Comme propagandiste de notre organisation syndicale, je crois exprimer l'idée de beaucoup de militants en demandant que le Plan de rénovation économique soit dénommé le *Plan des mesures transitoires du capitalisme au socialisme*³.

Alors, avant de prendre place dans le wagon, chaque ouvrier, chaque paysan saura où va le train de la C.G.T.

Camarades, pour l'efficacité de notre propagande, cette précision est absolument indispensable.

Les propositions du Plan.

Le plan de la C.G.T. insiste surtout sur ce fait que le crédit est le levier dirigeant de l'économie. Camarades, je suis loin d'être un spécialiste dans les questions de banque et de crédit. Je veux surtout m'instruire pour, pouvoir exposer la question aux ouvriers, mais j'avoue de nouveau ne pas avoir trouvé dans les documents de la C.G.T. les éclaircissements dont j'ai besoin. On y parle de la « nationalisation du crédit » et du « contrôle des banques », c'est plutôt par exception qu'on parle, dans le même texte, de la « nationalisation des banques ». Est-ce qu'on peut diriger le crédit sans avoir nationalisé les banques ? On ne peut diriger que ce qu'on tient fermement dans ses mains. Voulons-nous nationaliser les banques, ou non ? Voulons-nous exproprier les banquiers, oui ou non ? je suppose que oui. Alors, il faut le dire ouvertement et clairement. Malheureusement, au lieu de le faire, nous trouvons des formules vagues, par exemple : « La banque doit être au service de l'économie et non l'économie au service de la banque » (page 6 de l'exposé). Un ouvrier m'a demandé de lui expliquer cette phrase nébuleuse. Voyant ma perplexité, il a remarqué : « Mais la banque reste toujours au service de l'économie, comme les trusts, les compagnies de chemin de fer, etc... Ils sont tous au service de l'économie capitaliste pour dépouiller le peuple. » Cette remarque brutale me paraît beaucoup plus juste que la formule que j'ai citée plus haut. La banque capitaliste est au service de l'économie capitaliste. Il faudrait donc dire : nous voulons maintenant arracher la banque des mains des exploiters capitalistes pour en faire un levier de la transformation sociale, c'est-à-dire de l'édification socialiste. Je voudrais bien voir cette formule claire dans le texte du Plan.

La nationalisation des banques ne pourrait naturellement s'effectuer qu'au détriment de la haute finance. Quant aux petits épargnants, leurs intérêts doivent être non seulement ménagés, mais protégés. Il faut choisir entre les intérêts des requins de la finance et les intérêts des classes moyennes. Notre choix est fait, par l'expropriation des premiers. Nous créerons pour les seconds des conditions beaucoup plus favorables qu'actuellement.

Mais la nationalisation des banques ne suffit pas. Après la nationalisation des banques, il faudra venir à leur unification complète. Toutes les banques particulières doivent être transformées en filiales de la banque nationale. Il n'y a que cette unification qui puisse transformer le système des banques nationalisées en un système de comptabilité et de direction de l'économie nationale.

Contre la dictature du capital financier.

Dans les « Notes à l'usage des propagandistes », je trouve des données extrêmement précieuses concernant l'organisation de la dictature du capital financier sur notre pays. Se fondant sur une enquête faite en 1932, les notes affirment ce qui suit : « Pratiquement, on peut dire que quatre-vingt-dix personnes contrôlent et dirigent l'économie de notre pays. » Voilà une affirmation précise, et écrasante dans sa précision. Ainsi, le bien-être ou la misère de cent millions d'êtres humains - car il ne faut pas oublier nos malheureuses colonies, saignées plus encore que la métropole par les quatre-vingt-dix requins -, le sort de cent millions de personnes dépend d'un signe des doigts de quatre-vingt-dix magnats tout-puissants. Ce sont eux qui introduisent le gâchis dans l'économie nationale pour conserver leurs privilèges et leur puissance basés sur la misère et sur le sang. Malheureusement, ni l'exposé du Plan, ni les commentaires n'indiquent ce qu'il faut faire de ces quatre-vingt-dix monarques qui nous dirigent. La réponse devrait être nette : il faut les exproprier, il faut les détrôner, il faut rendre au peuple spolié ce qui lui appartient. Ce serait un bon commencement pour la réalisation du Plan. Je propose, au nom de l'union départementale de l'Isère, d'inscrire cette mesure dans le texte du Plan. Notre propagande deviendra alors beaucoup plus vigoureuse et beaucoup plus efficace⁴.

³ Trotsky écrivait par ailleurs : « Ni De Man, ni Jouhaux n'ont inventé leurs plans. Ils ont pris tout simplement les revendications fondamentales du programme de transition marxiste, la nationalisation des banques et des industries-clés, ont jeté par-dessus bord la lutte de classes et, à la place de l'expropriation révolutionnaire des expropriateurs, ils ont mis une opération financière de rachat » (« *Encore une fois, où va la France ?* » Ecrits, t. II, p. 81). Dans son *Journal d'exil*, le 10 mars, il écrit « Quelle pauvreté d'idées couverte d'une ridicule grandiloquence bureaucratique ! Et quelle avilissante lâcheté devant les maîtres ! » (pp. 65-66).

⁴ Les nationalisations devaient être ultérieurement écartées du programme du Front populaire sur l'insistance des communistes. Cf. Maurice Thorez, dans l'*Humanité* du 13 juillet 1936 : « Les camarades du parti socialiste voulaient introduire dans le programme les nationalisations. Nous nous sommes refusés à semer des illusions. Nous avons tenu bon. Nous avons eu raison. »

La nationalisation de l'industrie.

Dans l'exposé du Plan, nous trouvons un paragraphe important sous le titre : « Les Nationalisations industrialisées. » Ce titre paraît bien étrange. On comprend ce que signifie l'industrie nationalisée, mais on reste tout à fait surpris devant la nationalisation industrialisée. Permettez-moi de dire que de pareils artifices de terminologie compliquent la tâche du propagandiste, en obscurcissant les choses les plus simples. Les « Notes à l'usage des propagandistes » ne font même pas mention de la nationalisation de l'industrie. Peut-être que ces notes précédaient la dernière rédaction de l'exposé. Malheureusement, on ne trouve presque jamais de dates sur les documents de la C.G.T. : c'est une lacune importante qu'il faut combler pour faciliter notre travail.

Nous nous félicitons en tout cas du fait que la dernière rédaction du Plan pose la thèse suivante : *La nationalisation de certaines industries-clés est nécessaire*. Cependant, le mot « certaines » paraît superflu. Nous ne pouvons pas, naturellement, prétendre nationaliser d'un seul coup toutes les industries, les petites, les moyennes, les grandes. Au contraire, pour les petits industriels, pour les artisans comme pour les petits commerçants et les paysans, le régime que nous voulons établir doit comporter la plus grande indulgence. Mais le texte parle explicitement des industries-clés, c'est-à-dire des trusts et des cartels puissants, des congrégations comme le Comité des forges, le Comité des houillères, les Compagnies de chemin de fer, etc., etc. En tant qu'industries-clés, il faut les nationaliser toutes, et pas « certaines » seulement. Il nous semble même, dans l'Isère, qu'il faudrait joindre au Plan la liste de ces industries-clés avec des données précises sur leur capital, leurs dividendes, le nombre des ouvriers qu'elles exploitent et le nombre de chômeurs qu'elles vouent à la misère.

Pour parler au peuple, il faut être concret, il faut nommer les choses par leur nom et donner des chiffres exacts, sinon l'ouvrier et surtout le paysan diront : « Ce n'est pas un plan, mais plutôt le rêve platonique d'un bureau quelconque. »

Conditions d'acquisition.

C'est sous ce titre que l'exposé du Plan parle des conditions de la nationalisation des industries-clés et évidemment aussi des banques. Nous sommes habitués à penser que la nationalisation doit se faire au moyen d'expropriations effectuées contre les exploités. Pourtant le Plan parle, non pas de l'expropriation, mais de l'acquisition. Est-ce que cela signifie que l'État doit tout simplement acheter aux capitalistes les entreprises créées par le travail des ouvriers ? Il s'avère que oui. A quel prix ? L'exposé nous répond : le prix doit être calculé « sur la valeur réelle au moment du rachat ». Nous apprenons par la suite que « l'amortissement doit être calculé sur une période de quarante ou cinquante ans ». Voilà, camarades, une combinaison financière qui ne sourirait guère ni aux ouvriers ni aux paysans. Comment ? Nous voulons transformer la société et nous commençons par la reconnaissance totale et intégrale de la sacro-sainte propriété capitaliste !

C'est juste ce que le président du Conseil, M. Flandin, a dit récemment au Parlement : « Le capital, c'est du travail accumulé. » Et tous les capitalistes du Parlement ont applaudi à cette formule. Malheureusement, elle n'est pas complète. Il faudrait dire en vérité : « Le capital, c'est du travail d'ouvriers accumulé par leur exploitateur. » C'est ici le moment de citer Proudhon sur la propriété capitaliste. Vous connaissez la formule « La propriété, c'est le vol. » On pourrait dire dans ce sens « La propriété des quatre-vingt-dix magnats qui dirigeaient la France, c'est du vol accumulé. » Non, nous ne voulons pas racheter ce qu'on a volé au peuple travailleur, nous ne voulons pas endetter le nouveau régime dès le premier jour, alors qu'il aura bien des tâches à résoudre et bien des difficultés à surmonter. Le capitalisme a fait faillite. Il a ruiné la nation. Les dettes des capitalistes envers le peuple dépassent de beaucoup la valeur réelle de leurs entreprises. Non ! Pas de rachat ! Pas de nouvel esclavage ! L'expropriation pure et simple ou, si vous voulez, la confiscation.

J'espère bien que dans cette assemblée qui représente les opprimés, les exploités, personne n'est animé de sympathie pour les magnats menacés de chômage et de misère. Ils sont d'ailleurs assez prévoyants pour s'assurer de tous côtés et, si vraiment l'un d'entre eux se trouvait sans ressources, l'État lui assurerait la même pension qu'aux ouvriers retraités. Nous avons suffisamment de vieillards, de jeunes dans la misère, frappés par la maladie, de chômeurs permanents, de femmes vouées à la prostitution. Pour remédier à toute cette misère humaine, nous aurons bien besoin des sommes que le Plan, trop généreux, est prêt à attribuer aux exploités et à leurs descendants pendant un demi-siècle. Mais cela signifie, camarades, vouloir élever deux nouvelles générations de fainéants ! Non, ce seul paragraphe suffit pour compromettre irréparablement le Plan tout entier aux yeux des masses affamées. Biffez, camarades, ce paragraphe, aussitôt que possible. Voilà encore une proposition de notre U.D.

L'abolition du secret commercial.,

Les « Notes à l'usage des propagandistes » nous apprennent : « La fraude fiscale est élevée à la hauteur d'une institution. » C'est très bien dit. C'est juste et clair. Mais il ne s'agit pas que de la fraude fiscale. Les affaires Oustric et Stavisky⁵ nous ont rappelé que toute l'économie capitaliste est basée, non seulement sur l'exploitation légalisée, mais aussi sur la fraude générale. Pour cacher la fraude aux yeux du peuple, il existe un moyen magnifique qui s'appelle le *secret commercial*. On prétend qu'il est nécessaire pour la concurrence. C'est un mensonge monstrueux. La loi sur les ententes industrielles, de Flandin, démontre que les capitalistes n'ont plus de secret entre eux. Le soi-disant secret du commerce n'est pas autre chose que la conspiration des gros capitalistes contre les producteurs et les consommateurs. L'abolition du secret commercial doit être la première revendication du prolétariat qui se prépare à diriger l'économie nationale.

A vrai dire, le plan de la C.G.T. n'est pas encore un plan : il ne contient que des directives générales et même peu précises. Un vrai plan économique exige des données concrètes, des chiffres, des diagrammes. Nous sommes naturellement bien loin de cela. La première condition pour une première esquisse du Plan consiste à mettre en évidence tout ce que la nation possède en forces productives, matérielles et humaines, en matières premières, etc. Il faut connaître le vrai prix de

⁵ La faillite de la banque Oustric, en 1926, entraîna un scandale dans lequel furent compromis plusieurs parlementaires. Le ministre des finances Raoul Péret, traduit en Haute-Cour, fut acquitté. Quant au scandale Stavisky, découvert en décembre 1933, on sait qu'il rejaillit lui aussi sur les milieux parlementaires, fournissant aux Liges, au début de 1934, la matière de leurs attaques contre la « corruption du parlementarisme ».

revient, comme les « faux frais » de la fraude capitaliste et, pour cela, il faut abolir une fois pour toutes le complot des fraudeurs qui se nomme le secret commercial.

Le contrôle ouvrier.

Le Plan parle, quoique très brièvement, du contrôle ouvrier (voir les conseils de gestion). Nous sommes, dans l'Isère, résolument partisans du contrôle ouvrier. On rencontre souvent cette objection : « Le contrôle ne nous suffit pas. Nous voulons la nationalisation et la direction ouvrière ». Cependant nous n'opposons nullement ces deux mots d'ordre l'un à l'autre. Pour que les ouvriers prennent la gestion de l'industrie - ce qui est absolument nécessaire aussitôt que possible pour le salut de la civilisation -, il faut revendiquer immédiatement le contrôle ouvrier, comme aussi le contrôle paysan sur certaines banques, sur les trusts d'engrais, de la meunerie, etc.

Pour que la nationalisation s'opère, non pas bureaucratiquement, mais révolutionnairement, il faut que les ouvriers y participent à chaque étape. Il faut qu'ils s'y préparent dès maintenant. Il faut qu'ils interviennent dès maintenant dans la gestion de l'industrie et de l'économie tout entière sous la forme du contrôle ouvrier en commençant par leur usine. Le Plan, qui envisage ce contrôle sous la forme de collaboration de classes, en mettant la représentation ouvrière en minorité devant la bourgeoisie (voir conseils d'industrie), prescrit par surcroît que le délégué de chaque catégorie de producteurs doit être nommé par l'« organisation professionnelle ». Nous ne pouvons pas nous faire à cette proposition. Nos syndicats n'englobent malheureusement qu'un douzième ou un quinzième du salariat ; le syndicat n'est pas un but en soi, sa mission est au contraire d'entraîner dans la gestion des affaires publiques toute la masse travailleuse.

La grève sera profitable aux ouvriers, syndiqués ou non, seulement à la condition que l'avant-garde syndicale entraîne la masse entière dans l'action. Pour l'efficacité du contrôle ouvrier, la même condition est primordiale. C'est pourquoi le comité de contrôle dans chaque usine ne doit pas être composé seulement des délégués du syndicat, c'est-à-dire du quinzième des ouvriers. Non, il doit être élu par tous les ouvriers de l'usine, sous la direction du syndicat. Ce serait là le vrai commencement de la démocratie ouvrière libre et honnête, par opposition à la démocratie bourgeoise corrompue jusqu'à la moelle.

La semaine de quarante heures.

Le Plan réclame l'application de la semaine de quarante heures sans diminution des salaires. Voilà un mot d'ordre indiscutable. Mais nous savons trop bien que la classe dirigeante et son État se tournent dans l'autre sens, c'est-à-dire qu'ils veulent abaisser les salaires sans diminuer le nombre des heures de travail. Quels sont donc nos moyens pour aboutir à la semaine de quarante heures ? Les « Notes à l'usage des propagandistes » nous apprennent qu'« une action a été engagée pour l'aboutissement d'une convention internationale », et continuent : « Il se peut qu'elle aboutisse prochainement. » Il se peut... ce n'est pas bien précis et, étant donné la situation économique et politique internationale, nous sommes plutôt enclins à conclure : il ne se peut pas. Si nous nous trompons, notre représentant à Genève corrigera notre pessimisme. Jusqu'à nouvel ordre, les chômeurs de Grenoble - et nous en avons ! - n'attendent pas grand-chose des ententes genevoises.

Et qu'est-ce qu'on nous propose, à part l'espoir de l'aboutissement prochain d'une convention diplomatique ? Les « Notes » poursuivent : « La propagande doit être poursuivie dans le pays pour faire comprendre la portée sociale de cette revendication ouvrière ». Simplement pour « faire comprendre » ? Mais tous les ouvriers, même les plus simples, comprennent très bien l'avantage de la semaine de quarante heures sans diminution de salaire. Ce qu'ils attendent de la C.G.T., c'est l'indication des moyens par lesquels on peut aboutir à la réalisation de ce mot d'ordre⁶. Mais c'est ici précisément que commence la grande lacune du Plan : il fait des propositions, il émet des suggestions, il formule des mots d'ordre, mais il se tait totalement sur les moyens de leur réalisation.

La question paysanne.

Cependant, avant de passer à la question des moyens de réalisation du Plan, il faut nous arrêter sur une question d'une gravité exceptionnelle : la question paysanne. Tout le monde en parle, tout le monde proclame la nécessité d'améliorer la situation des paysans, mais il y a beaucoup de malins qui voudraient préparer pour les paysans une omelette sans casser les œufs du grand capital. Cette méthode ne peut être la nôtre.

Commentant le Plan, les « Notes à l'usage des propagandistes » disent : « Il faut libérer les paysans de la double étreinte : trusts des engrais au départ, consortium des grands moulins et de la meunerie à l'arrivée. »

Il est bien de dire : « Il faut libérer les paysans », mais vous savez bien que le paysan n'aime pas les formules vagues et platoniques. Et il a diablement raison. « Il faut libérer ». Mais comment ? Voici la seule réponse possible : il faut exproprier et nationaliser les trusts des engrais et la grande meunerie, et les mettre vraiment au service des agriculteurs et des consommateurs. On ne peut pas aider les paysans sans porter atteinte aux intérêts du grand capital.

Le Plan parle de la « réorganisation générale de la production agricole », mais il ne précise ni le sens de cette réorganisation, ni ses moyens. L'idée d'exproprier les paysans ou de les forcer par la violence à se mettre sur la voie de la production socialiste est si absurde qu'elle ne vaut pas la peine d'être critiquée ; personne d'ailleurs ne propose de telles mesures. C'est la paysannerie elle-même qui doit choisir la voie de son salut. Le prolétariat assurera à ce qu'auront choisi les paysans son appui sincère et efficace. Les coopératives paysannes sont les moyens les plus importants pour permettre la libération de l'économie agricole des cloisons trop étroites de la parcelle. Les commentateurs du Plan disent : « Les coopératives paysannes de production de stockage et de vente doivent être encouragées et aidées ». Malheureusement, on ne nous dit pas par qui et comment elles doivent être encouragées et aidées. Nous retrouvons à chaque étape la même lacune. Les revendications du Plan ont souvent l'air de lettres sans adresse.

⁶ On sait que la loi sur les quarante heures fut votée dans la nuit du 11 au 12 juin 1936 par 480 voix contre 160, sous la pression de la gigantesque vague de grèves avec occupation des usines qui avait précédé de quelques jours la formation du gouvernement Blum de Front populaire.

Sous quel régime politique ?

Qui est-ce qui nationalisera les banques, les industries-clés, viendra en aide aux paysans, introduira la semaine de quarante heures, en un mot, appliquera le programme de la C.G.T. ? Qui, et comment ? Cette question, camarades, est décisive. Si elle reste sans réponse, le Plan tout entier reste suspendu en l'air.

C'est dans le paragraphe sur les « Nationalisations industrialisées » que nous trouvons en passant une réponse indirecte et tout à fait étonnante à la question qui nous intéresse. Voilà comment l'objectif même du Plan est défini dans ce paragraphe : « Il s'agit d'établir (...) les modalités techniques d'un programme qui puissent être applicables *indépendamment du régime politique*. » On se frotte involontairement les yeux une ou deux fois en lisant cette formule invraisemblable. Ainsi, le plan qui doit être dirigé contre les banquiers, les magnats des trusts, contre les quatre-vingt-dix dictateurs de la France et des colonies, le plan qui doit sauver les ouvriers, les paysans, les artisans, les petits commerçants, les employés et les petits fonctionnaires, ce plan serait indépendant du régime politique ? Autrement dit, le gouvernail de l'État peut rester, comme il l'est actuellement, dans les mains des exploiters, des oppresseurs, des affameurs du peuple, n'importe, la C.G.T. présente à ce gouvernement son plan de rénovation économique ? Disons-le franchement et ouvertement, cette prétendue indépendance du Plan à l'égard du régime politique annihile totalement sa valeur réelle en le plaçant en dehors de la réalité sociale.

Qui détient le pouvoir ?

Ce ne sont naturellement pas les formes constitutionnelles ou bureaucratiques du régime étatique qui nous intéressent en ce moment. Mais il y a une question qui domine toutes les autres, c'est celle-ci : quelle est la classe qui détient le pouvoir ? Pour transformer la société féodale en société capitaliste, il a fallu que la bourgeoisie arrache par la violence le pouvoir des mains de la monarchie, de la noblesse, et du clergé. Le Tiers État a très bien compris que son plan de « rénovation économique et sociale » exigeait un régime adéquat. Et de même que la bourgeoisie consciente n'a pas chargé Louis Capet d'abolir le régime médiéval, le prolétariat ne peut charger ni Flandin, ni Herriot, ni d'autres chefs de la bourgeoisie d'appliquer le plan qui doit aboutir à l'expropriation de la bourgeoisie elle-même. Celui qui détient le pouvoir décide des formes de la propriété et toute la réforme se réduit en dernière analyse à l'abolition de la propriété privée et à l'instauration de la propriété collective ou socialiste des moyens de production. Celui qui croit que la bourgeoisie est capable de s'exproprier elle-même est peut-être un excellent poète, mais je ne lui confierai pas, pour ma part, la caisse du moindre syndicat, parce qu'il vit dans le domaine des rêves et que nous voulons, nous, rester dans la réalité.

Il faut le dire carrément : seul un gouvernement révolutionnaire, celui des ouvriers et des paysans, prêt à la lutte implacable contre tous les exploiters, peut appliquer le Plan, le compléter, le développer et le dépasser dans la voie du socialisme. Cela signifie pour le prolétariat : conquérir le pouvoir.

La lutte des classes ou leur collaboration.

A qui s'adresse le Plan ? Aux possédants pour les attendrir ou aux dépossédés pour les dresser contre l'oppression ? Nous autres, propagandistes, devons tout de même savoir à qui nous nous adressons et sur quel ton. Ni le Plan ni les commentaires ne nous instruisent là-dessus. L'exposé officiel nous dit que le plan lancé par la C.G.T. doit être « favorablement accueilli du grand public ». Je vous demande, camarades, et je me demande à moi-même : qu'est-ce que cela veut dire, le grand public ? Ce n'est pas, je suppose, le public des grands boulevards. Dans le mouvement syndical, dans la lutte sociale, nous nous sommes habitués à discerner avant tout les classes : le prolétariat, la bourgeoisie, les différentes couches de la petite bourgeoisie. Nous espérons bien que le prolétariat et les couches inférieures de la petite bourgeoisie accepteront favorablement le Plan, à condition qu'il soit mis au point, épuré des équivoques et présenté aux masses comme un programme de lutte. Mais les ouvriers et les paysans pauvres, ce n'est pas le grand public. Veut-on dire par exemple que c'est la grosse bourgeoisie qui doit accepter le plan de la C.G.T. ? Non, évidemment, on ne veut pas se moquer de nous. Consultons *le Temps*. Il y a quelques semaines, ce journal qui représente bien les quatre-vingt-dix magnats du capital, c'est-à-dire l'oligarchie dirigeante, protestait véhémentement contre toute participation des syndicats ouvriers aux corporations industrielles. Je vous cite deux phrases qui valent des volumes : « La paix sociale a été obtenue sous l'Ancien régime au prix de l'interdiction de toute association ouvrière ». Voilà la grosse bourgeoisie aux abois qui cherche maintenant son inspiration dans l'Ancien régime ! Et puis le même article dit : « Le corporatisme signifie ici le syndicalisme ». *Le Temps* nous démontre ainsi chaque jour que la classe dirigeante, non seulement ne se prépare pas à faire des concessions dans le sens du plan de la C.G.T., mais au contraire qu'elle envisage la possibilité d'écraser la C.G.T. elle-même.

Jaurès a très bien dit que *le Temps*, c'est la bourgeoisie faite journal. Avec cette bourgeoisie qui s'inspire maintenant de l'Ancien régime pour interdire toute association ouvrière, la collaboration est-elle possible ? Poser cette question, c'est y répondre. Il ne reste que la lutte implacable, et jusqu'au bout.

Le principal défaut du Plan.

Les observations, les critiques et les suggestions que je présente ici au nom de notre union départementale sont déjà assez volumineuses et je suis malheureusement loin d'avoir épuisé les questions même les plus importantes. Aussi est-il d'autant plus nécessaire d'indiquer le défaut fondamental du Plan : ses auteurs veulent se placer au-dessus des classes, c'est-à-dire en dehors de la réalité. Ils parlent du grand public, alors qu'ils veulent gagner tout le monde. Ils veulent nationaliser les banques, mais sans préjudice pour la haute finance, nationaliser les trusts en assurant luxueusement le parasitisme de trois générations de la grosse bourgeoisie. Ils veulent venir en aide aux paysans sans porter atteinte aux intérêts des propriétaires des trusts d'engrais et de la grosse meunerie. Ils veulent aussi évidemment gagner tous les régimes politiques possibles, puisqu'ils déclarent leur plan neutre envers les partis et même les régimes politiques. Il me semble même que des expressions recherchées et incompréhensibles comme les « nationalisations industrialisées », etc. sont choisies pour ne pas effaroucher les oreilles délicates des magnats des trusts.

Ce procédé n'est pas seulement inutile, il est dangereux ; il n'est pas seulement dangereux, il est néfaste. Qui veut trop embrasser mal étreint ou emporte peu. Nous ne gagnerons pas la bourgeoisie, elle a une conscience inébranlable, elle se moque de nos conseils, elle s'apprête à nous écraser. Plus nous sommes doux, conciliants et obséquieux envers la

bourgeoisie, moins elle nous estime et plus elle devient intransigeante et arrogante. Cette leçon se dégage, il me semble' de toute l'histoire de la lutte des classes.

D'autre part, en poursuivant de nos sollicitations le prétendu grand public et en faisant concession sur concession pour adoucir l'idole capitaliste, nous risquons de mécontenter les déshérités qui commencent déjà à se dire : « Ce sont les conseillers des classes possédantes et non pas les chefs des classes opprimées. » Nous ne gagneront jamais le cœur de l'ennemi de classe, mais nous risquons de perdre définitivement la confiance de notre propre classe. C'est la méconnaissance de cette règle fondamentale qui constitue le principal défaut du Plan. Il faut le remanier, il faut s'adresser directement aux salariés et aux exploités, il faut tenir un langage clair et ferme, il faut transformer le Plan en un programme d'action du prolétariat tout entier.

Le Front unique du prolétariat.

Les « Notes pour les propagandistes » nous recommandent de « cristalliser toutes les bonnes volontés ». C'est vague. Où faut-il les chercher ? Nous connaissons les classes et leurs organisations, mais nous connaissons surtout la mauvaise volonté de la bourgeoisie. Pour la briser, il faut lui opposer la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière. Quant aux classes moyennes, elles ne mettront leur confiance dans le prolétariat que si celui-ci démontre par son action sa confiance en lui-même.

Il est absurde et même criminel de chercher les bonnes volontés dans la bourgeoisie en brisant et en paralysant la bonne volonté révolutionnaire du prolétariat. Il nous faut, coûte que coûte, le Front unique de notre classe. L'unité syndicale en premier lieu, l'unité d'action de toutes les organisations ouvrières, syndicales, politiques, coopératives, éducatives et sportives avec un but précis : l'application du, plan de nationalisation ou de socialisation par la conquête du pouvoir.

Il faut mobiliser tous les vrais militants ouvriers pour une campagne vigoureuse dans le pays. Il faut que les paysans, dans les plus lointains hameaux, se convainquent que le prolétariat s'apprête cette fois sérieusement à renverser la bourgeoisie, à prendre le pouvoir dans ses mains pour transformer notre pays, pour le rendre enfin habitable pour le peuple travailleur⁷.

Ou bien le plan sera transformé en un plan de conquête du pouvoir par le prolétariat pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan, ou bien il sera enregistré par le peuple comme nul et non opérant. L'U.D. de l'Isère est pour l'action révolutionnaire. Si vous faites appel à nous dans ce sens, nous vous répondrons : Présent !

⁷ Trotsky pensait que le Plan avait pour objectif de « masquer le dernier krach du réformisme et d'inspirer de nouveaux espoirs au prolétariat pour le détourner de la révolution ». Mais il pensait également : « Le Plan, lancé pour détourner les ouvriers de « mauvaises pensées » peut devenir le drapeau du mouvement révolutionnaire ». Au C.C.N. de mars, Jouhaux escamota la discussion sur la propagande pour le Plan. Trotsky écrit : « En janvier, la C.A.P. du parti socialiste proposa au parti communiste une lutte commune pour le pouvoir au nom de la socialisation des banques et des branches concentrées de l'industrie (...) Mais, dans le C.C. du parti communiste siègent, non des révolutionnaires, mais des mandarins. « Il n'y a pas de situation révolutionnaire », répondirent-ils, en contemplant leur nombril. Les réformistes de la S.F.I.O. respirèrent de soulagement : le danger était passé. Jouhaux se hâta de retirer de l'ordre du jour la question de la propagande pour le Plan. Le prolétariat est resté dans la grande crise sociale sans aucun programme. » L'idée d'utiliser le plan de la C.G.T. pour une mobilisation des travailleurs pour des revendications transitoires fut également soutenue par Marceau Pivert (*Le Populaire*, 18 mars 1935, « *Tout se tient* »), mais combattue par Daniel Guérin au sein de la Gauche Révolutionnaire (*Front populaire, révolution manquée*, pp. 77-78).

Le problème national et les tâches du parti prolétarien

20 avril 1935

Bulletin de la L.C.I. (BL), n° 5, octobre 1935. Le *Biulleten Oppositsii*, n° 44, n'en a publié que la partie centrale, ici retraduite du russe.

Les thèses⁸ ont sans doute été rédigées sur la base d'une étude sérieuse, tant des conditions économiques et politiques de l'Afrique du Sud que de la littérature du marxisme et du léninisme, celle des bolcheviks-léninistes en particulier. Aborder de façon scientifique et sérieuse toutes les questions, c'est une des conditions les plus importantes de succès pour une organisation révolutionnaire. L'exemple de nos amis sud-africains confirme une fois de plus qu'à l'époque actuelle, seuls les bolcheviks-léninistes, c'est-à-dire les révolutionnaires prolétariens conséquents, s'intéressent sérieusement à la théorie, analysent la réalité, apprennent eux-mêmes avant d'apprendre aux autres. La bureaucratie stalinienne, elle, a depuis longtemps remplacé le marxisme par une combinaison d'ignorance et d'insolence.

Dans les lignes qui suivent, je veux faire quelques remarques au sujet du projet de thèses qui doivent servir de programme à la Ligue communiste d'Afrique du Sud. Je n'oppose en aucun cas mes remarques au texte de ces thèses. Ma connaissance des conditions en Afrique du Sud est trop insuffisante pour que je puisse prétendre à une opinion pleinement achevée sur toute une série de questions pratiques. C'est seulement dans quelques cas qu'il m'arrivera d'exprimer mon désaccord avec certaines affirmations du projet. Mais, même là, et autant que j'en puisse juger de loin, il n'y a pas de *désaccords principaux* avec les auteurs des thèses : il s'agit plutôt de quelques formulations politiques exagérées dans la lutte contre la néfaste politique du stalinisme⁹. Mais il est de l'intérêt de notre cause de ne pas dissimuler même l'imprécision de certaines formulations, et, au contraire, de les soumettre à examen public, afin de parvenir à un texte le plus clair possible, irréprochable. Tel est le but des lignes suivantes, dictées par le désir d'apporter aux bolcheviks-léninistes sud-africains une coopération, même mince, dans l'immense travail, lourd de responsabilités, qu'ils ont entrepris.

Les possessions sud-africaines de la Grande-Bretagne ne constituent un « dominion » que du point de vue de la minorité blanche. Du point de vue de la majorité noire, l'Afrique du Sud est une colonie esclave¹⁰.

Aucune révolution sociale - et au premier chef aucune révolution agraire - n'est concevable avec le maintien de la domination de l'impérialisme britannique sur le dominion sud-africain. Le renversement de la domination britannique en Afrique du Sud est aussi nécessaire pour le triomphe du socialisme en Afrique du Sud qu'en Grande-Bretagne même.

Si, comme on peut le supposer, la révolution commence d'abord en Grande-Bretagne, la bourgeoisie anglaise sera battue d'autant plus rapidement dans la métropole que moindre sera l'appui qu'elle pourra trouver dans ses colonies et dominions, y compris dans une possession aussi importante pour elle que l'Afrique du Sud. La lutte pour chasser l'impérialisme britannique, ses instruments, ses agents, s'inscrit ainsi nécessairement dans le programme du parti prolétarien de l'Afrique du Sud.

Le renversement de la domination de l'impérialisme britannique en Afrique du Sud peut être le résultat de la défaite militaire de la Grande-Bretagne et de la désagrégation de son empire ; dans ce cas, les Blancs d'Afrique du Sud peuvent encore maintenir pendant une certaine période, sans doute pas très longtemps, leur domination sur les Noirs. Une autre variante, qui peut en fait être liée à la première, serait la révolution en Grande-Bretagne et dans ses possessions. Les trois quarts de la population de l'Afrique du Sud - presque 6 millions sur 8 - sont des gens de couleur. La révolution victorieuse, inconcevable sans l'éveil des masses indigènes, leur donnera à son tour ce qui leur manque tellement aujourd'hui : la confiance dans leurs propres forces, une conscience accrue de leur personnalité, le développement de leur culture. Dans ces conditions, la République sud-africaine deviendra avant tout une république « noire » : cela n'exclut, bien entendu, ni une complète égalité de droits pour les Blancs, ni de fraternelles relations entre les deux races (ce qui dépend surtout de la conduite des Blancs). Mais il est absolument évident que la majorité écrasante de la population, affranchie de la dépendance

⁸ Les « thèses » en question avaient été résumées dans le *Bulletin* de la L.C.I., n° 2, avec un premier commentaire de Ruth Fischer. Les militants d'Afrique du Sud proches de l'Opposition de gauche qui avaient été exclus à partir de 1930 du Communist Party of South Africa (C.P.S.A.) s'étaient regroupés en 1933 dans le Lenin Club fondé au Cap. Deux tendances s'y affrontaient qui avaient l'une et l'autre rédigé des thèses en vue de l'élaboration d'un programme pour l'Afrique du Sud et les avaient envoyées à Trotsky. Trotsky répond ici aux thèses de la majorité (qui va devenir le Spartacus Club et le Workers Club, avec comme organe *Umlilo Mollo* - la Flamme -), et il est vraisemblable qu'il ne reçut pas les thèses de la minorité (qui allait devenir le 4th International Club avec comme organe *Workers Voice* - *Izwi Bazebenzi*). Cette dernière, dans son texte fondamental (manifeste du Lenin Club du 1^{er} mai 1934), opposait l'unité entre travailleurs blancs et travailleurs noirs au mot d'ordre avancé par le C.P.S.A. depuis le début de la « 3^e période », celui d'une « République noire », en expliquant qu'il aboutissait à faire des paysans arriérés l'avantgarde de la révolution. Elle soulignait l'opposition d'intérêts entre les colons d'origine hollandaise, la « bourgeoisie des Boers », et l'impérialisme britannique, et insistait pour le développement d'activités légales de l'organisation révolutionnaire. La majorité - dont Trotsky avait les thèses en main - affirmait au contraire que la révolution agraire était en Afrique du Sud le problème n° 1, auquel la question nationale était subordonnée. Elle considérait la bourgeoisie boer comme une fraction de l'impérialisme britannique dominant, affirmait en outre que les conditions spécifiques de la société sud-africaine condamnaient les révolutionnaires à l'action clandestine. Une note dans le *Bulletin* n° 5 précisait que les thèses auxquelles Trotsky répondait étaient celles de la Communist League : il n'y avait pourtant pas d'organisation portant ce nom en Afrique du Sud, mais seulement le projet de la fonder.

⁹ Trotsky fait allusion ici au fait que le mot d'ordre stalinien de « république noire » proposé par Boukharine et le militant de couleur du C.P.S.A. La Guma et adopté en 1928, avait amené, en réaction, les bolcheviks-léninistes sud-africains auteurs des thèses à affirmer que c'était la question agraire qui constituait l'alpha et l'oméga de la révolution en Afrique du Sud, en sous-estimant du coup la question nationale.

¹⁰ Le terme de dominion était alors employé pour ceux des territoires du Commonwealth britannique qui étaient dotés d'un gouvernement « autonome » et à qui le droit de sécession avait été expressément reconnu en 1931. Mais, dans le dominion d'Afrique du Sud, la majorité de la population, les Noirs, expropriés et privés de tout droit, se trouvaient soumis à un perpétuel va-et-vient entre le travail véritablement servile dans les plantations, les ports, les mines, les usines des villes, d'un côté, et les conditions de famine qui leur étaient faites dans les « réserves » par un Etat représentant l'impérialisme et les capitalistes Sud-Africains. Selon le témoignage de M. Hosea Jaffe, l'historien du mouvement de libération d'Afrique du Sud, cette définition de Trotsky est entrée à cette date dans le langage du mouvement de libération.

servile, marquera l'Etat d'une empreinte déterminante.

Dans la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les rapports non seulement entre les classes, mais aussi entre les races, et assurera aux Noirs la place dans l'Etat qui correspond à leur nombre, la révolution sociale en Afrique du Sud aura également un caractère *national*. Nous n'avons pas la moindre raison de fermer les yeux sur cet aspect de la question, ou de minimiser son importance. Au contraire, le parti prolétarien doit, et en paroles et en actes, ouvertement et hardiment, prendre entre ses mains la résolution du problème national (racial).

Mais la résolution de ce problème, le parti prolétarien peut et doit la réaliser par ses propres *méthodes*.

L'instrument historique de l'émancipation nationale ne peut être que la *lutte de classes*.

L'Internationale communiste, depuis 1924¹¹, a transformé le processus d'« émancipation nationale » des peuples coloniaux en une abstraction démocratique creuse, élevée au-dessus de la réalité des rapports de classes. Pour lutter contre l'oppression nationale, les différentes classes s'affranchissent - pour un temps - de leurs intérêts matériels et deviennent de simples forces « anti-impérialistes ». Pour que ces « forces » immatérielles remplissent de bon cœur la tâche que leur a confiée l'Internationale communiste, on leur promet en récompense un Etat « national-démocratique » immatériel (avec l'inévitable référence à la formule de Lénine sur la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans »)¹².

Les thèses indiquent qu'en 1917 Lénine a ouvertement et, une fois pour toutes, liquidé la formule de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », en tant que condition prétendument nécessaire pour résoudre la question agraire. C'est absolument exact. Mais, pour éviter tout malentendu, il faut ajouter : a) que Lénine parlait toujours de dictature révolutionnaire *bourgeoise*-démocratique, et pas d'un Etat « populaire » immatériel, b) que, dans la lutte pour la dictature *bourgeoise*-démocratique, il ne proposait pas un bloc de toutes les « forces antitsaristes », mais menait une politique indépendante de classe du prolétariat. Le bloc « antitsariste » était une idée des socialistes révolutionnaires russes et des cadets¹³ de gauche, c'est-à-dire des partis de la petite et moyenne bourgeoisie. Contre eux, le bolchevisme a toujours mené une lutte implacable.

Quand les thèses disent que le mot d'ordre de « république noire » est aussi nuisible (« equally harmful ») à la cause de la révolution que celui de « l'Afrique du Sud aux Blancs », nous ne pouvons être d'accord avec cette affirmation¹⁴. De la part des Blancs, il s'agit du maintien d'une domination infâme ; de la part des Noirs, des premiers pas vers leur émancipation. Le droit total et inconditionnel des Noirs à l'indépendance, il nous faut le reconnaître absolument et sans réserves. C'est seulement sur la base d'une lutte commune contre la domination des exploiters blancs que pourra s'élever et se renforcer la solidarité des travailleurs noirs et des travailleurs blancs. Il est possible qu'après la victoire les Noirs tiennent pour inutile la création en Afrique du Sud d'un Etat noir particulier. Naturellement, nous ne leur imposerons pas un séparatisme d'Etat. Mais qu'ils le reconnaissent librement, sur la base de leur expérience propre, pas sous les verges des oppresseurs blancs. Les révolutionnaires prolétariens ne doivent jamais oublier le droit des nationalités opprimées à disposer d'elles-mêmes, y compris leur droit à la séparation complète, et le devoir du prolétariat de la nation qui opprime à défendre ce droit, y compris, s'il le faut, les armes à la main !

Les thèses soulignent à juste titre le fait que c'est la révolution d'Octobre qui a apporté en Russie la solution de la question nationale. Les mouvements nationaux démocratiques ont été en eux-mêmes impuissants à venir à bout de l'oppression nationale du tsarisme. C'est seulement grâce au fait que les mouvements des nationalités opprimées, ainsi que le mouvement agraire de la paysannerie, ont donné au prolétariat la possibilité de conquérir le pouvoir et d'établir sa dictature, que la question nationale, ainsi que la question agraire, ont trouvé une solution hardie et radicale. Mais la combinaison même des mouvements nationaux avec la lutte du prolétariat pour le pouvoir n'a été possible politiquement que parce que le parti bolchevique, tout au long de son histoire, avait mené une lutte implacable contre les oppresseurs grand-russiens et soutenu toujours et sans réserves le droit des nations opprimées à leur indépendance, jusques et y compris la séparation d'avec la Russie¹⁵.

La politique de Lénine vis-à-vis des nations opprimées n'avait pourtant rien de commun avec celle des épigones¹⁶. Le parti bolchevique défendait le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes par les méthodes de la *lutte de classe* prolétarienne, rejetant nettement les blocs « anti-impérialistes » charlatanesques avec les nombreux partis « nationaux »

¹¹ Le 5^e congrès de l'I.C., tenu au lendemain de la mort de Lénine et de la victoire dans le parti de la *troïka* Zinoviev-Kamenev-Staline sur l'opposition de gauche de 1923, avait marqué, selon Trotsky, le début de l'abandon des positions théoriques et programmatiques élaborées par les quatre premiers congrès.

¹² La « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » était la formule proposée par Lénine, avant avril 1917, pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, y compris la Russie. Elle avait servi et servait encore de cheval de bataille à la direction stalinienne de l'Internationale communiste, qui l'opposait à celle de la « dictature du prolétariat » qui découlait de la théorie de la révolution permanente.

¹³ Les constitutionnels démocrates - K.D. ou cadets - étaient en Russie tsariste le parti démocrate bourgeois.

¹⁴ Adressée formellement à la majorité dont il connaissait les thèses, cette critique valait également pour la minorité du Lenin Club. Les deux groupes étaient en effet animés par des militants d'origine européenne dont la majorité avaient tendance à maintenir la balance égale entre travailleurs noirs opprimés et travailleurs blancs privilégiés. La prise de position très ferme de Trotsky sur ce point levait toute ambiguïté.

¹⁵ Les bolcheviks-léninistes d'Afrique du Sud, qui refusaient le mot d'ordre de « république noire » n'acceptaient pas pour autant ce « droit à la séparation », lequel pouvait en effet impliquer une partition de l'Afrique du Sud sur une base raciale, rejetant les Noirs dans les parties les plus pauvres. Hosea Jaffe, huit ans plus tard, soulignait que la situation en Afrique du Sud était à l'opposé de celle de la Russie tsariste. Le régime tsariste avait opprimé les nationalités en tant que telles et leur avait appliqué une rigoureuse russification alors que le système sud-africain favorisait un tribalisme artificiel : le peuple noir aspirait, selon eux, non à l'« autodétermination », mais à l'unité. Majorité et minorité étaient d'accord là-dessus.

¹⁶ Le terme d'« épigones » - équivalent péjoratif de « successeurs » - est utilisé couramment par Trotsky pour désigner la direction après Lénine.

petits-bourgeois de la Russie tsariste (le P.P.S., le parti de Pilsudski¹⁷ en Pologne, les « dachnaki » en Arménie¹⁸, les nationalistes ukrainiens¹⁹, les sionistes chez les Juifs, etc.). Le bolchevisme démasque toujours impitoyablement ces partis, de même que les « social-révolutionnaires », leur double nature et leur aventurisme, et surtout le mensonge de leur idéologie prétendument au-dessus des classes. Il ne suspendait même pas son impitoyable critique lorsque les conditions l'obligeaient à conclure tel ou tel accord épisodique strictement pratique avec eux. Il ne pouvait être question d'une quelconque alliance permanente avec eux sous le drapeau de l'« antitsarisme ». C'est seulement grâce à une politique de classe *implacable* que le bolchevisme a réussi, dans les conditions de la révolution, à écarter les mencheviks, les social-révolutionnaires, les partis nationaux petits-bourgeois, et à souder autour du prolétariat les masses de la paysannerie et des nationalités opprimées.

« Nous ne devons pas, disent les thèses, concurrencer le congrès national africain²⁰ dans le domaine des mots d'ordre nationalistes avec l'objectif de conquérir les paysans indigènes. » L'idée en elle-même est juste, mais exige d'être concrétisée. Faute de connaître de façon précise l'activité du congrès national, je ne puis esquisser notre politique à son égard que par analogie, tout en précisant d'ailleurs que je suis prêt à apporter à mes propositions toute correction nécessaire.

1. Les bolcheviks-léninistes sont pour la défense du congrès, tel qu'il est, dans tous les cas où il reçoit les coups des oppresseurs blancs et de leurs agents chauvins dans les rangs des organisations ouvrières.
2. Les bolcheviks opposent, dans le programme du congrès, les tendances progressistes et les tendances réactionnaires.
3. Les bolcheviks démasquent aux yeux des masses indigènes l'incapacité du congrès à obtenir la réalisation même de ses propres revendications, du fait de sa politique superficielle, conciliatrice, et lancent, en opposition au congrès, un programme de lutte de classe révolutionnaire.
4. S'ils sont imposés par la situation, des accords temporaires avec le congrès ne peuvent être admis que dans le cadre de tâches pratiques strictement définies, en maintenant la complète indépendance de notre organisation et notre totale liberté de critique politique.

Les thèses lancent comme mot d'ordre politique central non pas l'« Etat national-démocratique », mais l'« Octobre » sud-africain. Elles montrent - et ce, avec une évidence parfaite

- a. que les questions nationale et agraire en Afrique du Sud coïncident quant au fond,
- b. que ces deux questions ne peuvent être résolues que par la voie révolutionnaire,
- c. que la résolution révolutionnaire de ces tâches conduit à la dictature du prolétariat dirigeant les masses paysannes indigènes,
- d. que la dictature du prolétariat ouvre l'ère du régime soviétique et de l'édification socialiste. Cette conclusion constitue la pierre angulaire de tout l'édifice du programme.

Là-dessus, notre solidarité est totale.

Mais il faut amener les masses à cette formule « stratégique » en général par une série de mots d'ordre « tactiques ». On ne peut les élaborer à chaque étape que sur la base d'une analyse des conditions concrètes de la vie et de la lutte du prolétariat et de la paysannerie, ainsi que de toute la situation nationale et internationale. Sans entrer dans ce domaine, je veux seulement m'arrêter brièvement sur la question de la corrélation entre les mots d'ordre nationaux et les mots d'ordre agraires.

Les thèses soulignent à plusieurs reprises qu'il faut d'abord lancer, non des revendications nationales, mais des revendications agraires. C'est une question très importante, qui mérite une sérieuse attention. Rejeter à l'arrière-plan les mots d'ordre nationaux ou les atténuer pour ne pas repousser les chauvins blancs au sein de la classe ouvrière serait, bien entendu, un opportunisme criminel, absolument étranger aux auteurs et partisans des thèses : cela découle très clairement de ces thèses, imprégnées d'internationalisme révolutionnaire. De ces socialistes qui luttent pour les privilèges des Blancs, les thèses disent fort justement : « Il faut voir que ces "socialistes" sont les pires ennemis de la révolution. » Reste une autre explication, indiquée au passage dans le texte lui-même : les masses paysannes arriérées ressentent de façon beaucoup plus immédiate l'oppression agraire que l'oppression nationale. C'est tout à fait possible : la majorité des Noirs sont des paysans²¹, et la plus grande partie des terres est entre les mains de la minorité blanche. Dans leur lutte pour la terre, les

¹⁷ Le parti socialiste polonais (P.P.S.) que dirigeait le vieux conspirateur Jozef Pilsudski (1867-1935), futur maréchal et dictateur, constituait dans les régions polonaises de l'empire tsariste l'une des principales organisations politiques nationalistes, bien qu'il fût par ailleurs membre de la II^e Internationale.

¹⁸ Le Dachnaksoutioun était le parti révolutionnaire arménien, fondé à Tiflis en 1890 avec comme objectif l'indépendance de l'Arménie turque. Il était devenu le parti de l'indépendance arménienne.

¹⁹ Dans une Ukraine où les traditions nationales étaient très vivaces, les mouvements nationalistes unis avaient occupé le pouvoir pendant quelque temps en 1917-1918. Mais une partie des nationalistes s'était ralliée au pouvoir soviétique, avec l'ancien chef du gouvernement Vinnichenko, tandis que le chef de l'armée, Petljura, s'alliait à la Pologne blanche.

²⁰ Le Congrès national indigène d'Afrique du Sud avait été fondé en janvier 1912 par diverses personnalités originaires d'Afrique du Sud exerçant des professions libérales ou intellectuelles en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Il était devenu en 1925 le Congrès national africain (A.N.C.) Première organisation politique d'Afrique du Sud à présenter un programme qui reposait sur l'unité bantou, l'égalité politique, économique et sociale entre Noirs et Blancs dans l'Eglise et l'Etat, la suppression de toute forme d'apartheid, etc. Il était le principal parti nationaliste dans le pays.

²¹ Commentant dix ans plus tard cette lettre de Trotsky, un dirigeant trotskyste d'Afrique du Sud jusqu'en 1946, M. Awerbuch, dit A. Mon, relevait le manque d'information de Trotsky qui avait l'impression qu'il « existait réellement, économiquement et matériellement, une paysannerie parmi les Africains, vivant avant tout de la terre et qui ne faisait que vouloir plus de terre ». Il soulignait au contraire que la vérité était que des millions d'Africains avaient faim de terre et aspiraient à devenir paysans, mais qu'ils n'étaient en fait « paysans que dans leurs aspirations. » Il soulignait néanmoins que le fait qu'il n'existe pas en Afrique du Sud de paysannerie africaine ne faisait que donner plus de

paysans russes ont longtemps placé leurs espoirs dans le tsar, et ils se tenaient soigneusement à l'écart de toutes conclusions politiques. Du mot d'ordre traditionnel de l'intelligentsia révolutionnaire « Terre et Liberté ! », le moujik n'a longtemps retenu que la première partie. Il a fallu des dizaines d'années d'agitation agraire et d'influence des ouvriers des villes pour que le paysan en vienne à lier ces deux mots d'ordre.

Le Bantou pauvre et esclave nourrit à peine plus d'espoirs dans le roi d'Angleterre ou en MacDonald²². Mais son extrême arriération politique s'exprime aussi par son manque de conscience nationale. Et en même temps, il ressent très vivement la servitude agraire et fiscale. Dans ces conditions, notre propagande peut et doit avant tout partir des mots d'ordre de la révolution *agraire*, afin d'amener pas à pas, sur la base de leur expérience de la lutte, les paysans aux conclusions *politiques* et *nationales* nécessaires. Si ces considérations politiques sont exactes, il ne s'agit pas de la question du programme en lui-même, mais de celle de savoir par quelle voie faire pénétrer ce programme dans la conscience des masses indigènes.

Compte tenu de la faiblesse numérique des forces révolutionnaires et de l'extrême dispersion de la paysannerie, il ne sera pas possible, au moins dans la prochaine période, d'agir sur ces derniers autrement qu'avant tout, sinon exclusivement, par l'intermédiaire de l'avant-garde ouvrière. Il est d'autant plus important d'éduquer cette dernière dans l'esprit d'une claire compréhension de l'importance de la révolution agraire pour la destinée de l'Afrique du Sud.

Le prolétariat du pays comprend des parias noirs arriérés et une caste privilégiée arrogante de Blancs. C'est là que réside la plus grande difficulté dans toute cette situation. Les secousses économiques de l'époque du capitalisme pourrissant, comme l'indiquent justement les thèses, doivent profondément ébranler les vieilles cloisons et faciliter le travail de rassemblement révolutionnaire. Le pire des crimes serait en tout cas pour les révolutionnaires de faire la moindre concession aux privilèges et aux préjugés des Blancs. Celui qui donne le petit doigt au démon du chauvinisme est perdu. A tout ouvrier blanc, le parti révolutionnaire doit poser l'alternative : ou bien avec l'impérialisme britannique et avec la bourgeoisie blanche d'Afrique du Sud, ou bien avec les ouvriers et paysans noirs contre les féodaux et esclavagistes blancs et leurs agents au sein de la classe ouvrière même.

Le renversement de la domination britannique sur la population noire de l'Afrique du Sud ne signifiera pas, bien entendu, la rupture économique et culturelle avec l'ancienne métropole, si cette dernière s'est elle-même affranchie des pillards impérialistes qui l'oppriment. Par l'intermédiaire des Blancs qui lieront dans les faits, dans une lutte commune, leur sort à celui des esclaves coloniaux actuels, l'Angleterre soviétique pourra exercer sur l'Afrique du Sud une puissante influence économique et culturelle, cette fois, non plus sur la base d'une domination, mais sur celle des principes de l'entraide prolétarienne.

Mais l'influence que l'Afrique du Sud soviétique exercera sur tout le continent noir sera peut-être plus importante encore. Aider les nègres à rattraper la race blanche, afin de s'élever, la main dans la main, à de nouvelles hauteurs de la culture, telle sera l'une des tâches les plus grandioses et les plus nobles du socialisme.

Je veux, pour conclure, dire quelques mots de l'organisation légale et illégale (« Concerning the Constitution of the Party »).

Les thèses soulignent à juste titre le lien indispensable entre l'organisation, le programme et la tactique du parti. L'organisation doit assurer l'accomplissement de *toutes* les tâches révolutionnaires en complétant l'appareil légal par un appareil illégal. Personne ne propose, bien entendu, de créer un appareil illégal pour des fonctions qui, dans les conditions actuelles, peuvent être remplies par l'appareil légal. Mais dès qu'approche une crise politique, il faut créer des cellules de réserve, illégales, de l'appareil, lesquelles pourront, en cas de besoin, s'étendre. Une certaine partie du travail, d'ailleurs très importante, ne peut en outre, sous aucune condition, être faite ouvertement, c'est-à-dire sous les yeux de l'ennemi de classe.

Pourtant, la forme la plus importante - pour la période actuelle - du travail illégal ou semi-légal pour des révolutionnaires est le travail dans les organisations de masse, avant tout les syndicats²³. Les chefs des trade-unions constituent une police officieuse du capital ; ils mènent contre les révolutionnaires lutte impitoyable. Il faut savoir travailler au sein des organisations de masse sans tomber sous les coups de l'appareil réactionnaire. Le groupe révolutionnaire à l'intérieur des syndicats qui apprend par son expérience toutes les règles élémentaires de la conspiration saura poursuivre son travail dans une situation d'illégalité quand les circonstances l'exigeront²⁴.

poids au mot d'ordre de la terre. (A. Mon, « A Comment on Trotsky's Letter to South Africa », *Worker's Voice*, organe de la Fourth International Organisation of South Africa (F.I.O.S.A.) , juillet 1945, vol. 1, n°2).

²² James Ramsay MacDonald (1866-1937), ancien dirigeant du Labour Party et deux fois Premier ministre à ce titre, était devenu, après avoir organisé la scission de son propre parti, le chef d'un cabinet d'Union nationale qui appliquait le programme et la Politique des conservateurs.

²³ Les thèses ne mentionnaient pas la « question syndicale » car une thèse spéciale sur cette question avait au préalable été adoptée unanimement.

²⁴ Selon M. Hosea Jaffe (Lettre à P. Broué du 2 octobre 1978), ce texte de Trotsky constitua le point de départ d'une longue et riche discussion à l'intérieur de toutes les organisations antiracistes et anti-impérialistes sud-africaines, à laquelle prirent part des hommes et des femmes qui allaient figurer parmi les fondateurs et animateurs d'organisations comme la All-African Convention (1936) la National Liberation League (1938), le Non European United Front (1939), le Non European Unity Movement (1943), etc. M. Jaffe considère en effet que le programme du mouvement de libération d'Afrique du Sud a été élaboré à partir des idées fondamentales exprimées par Trotsky dans ce texte, à ses yeux historique. Dans l'immédiat, les idées développées par Trotsky : importance de la question agraire, refus de la différenciation entre « impérialisme britannique » et « bourgeoisie boer », accent mis sur l'unité des opprimés « non européens » l'emportèrent dans le mouvement.